



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 56.233/2
du 26 mai 2014

advies 56.233/2
van 26 mei 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales'

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden die bevoegd zijn tot vaststelling van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot de oplegging van een gemeentelijke administratieve sanctie'

Le 28 avril 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 26 mai 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Christian BEHRENDT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 mai 2014.

*

Op 28 april 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden die bevoegd zijn tot vaststelling van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot de oplegging van een gemeentelijke administratieve sanctie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 26 mei 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Yves DE CORDT en Christian BEHRENDT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 mei 2014.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le projet d'arrêté est de ceux qui doivent faire l'objet d'une analyse d'impact en vertu de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

Toutefois, à lire l'alinéa 6 du préambule, le projet d'arrêté est dispensé d'une telle analyse en raison du fait que celui-ci contient des « dispositions d'autorégulation ». L'auteur du projet d'arrêté fait ainsi référence à l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi précitée du 15 décembre 2013, qui dispense d'analyse d'impact les projets de réglementation 'relative à l'autorégulation de l'autorité fédérale'.

Ce point de vue ne peut être suivi. En effet, un texte qui, tel l'arrêté en projet, est relatif aux conditions que doivent remplir des agents ou des fonctionnaires d'autres administrations ou services que ceux de l'autorité fédérale pour pouvoir exercer des missions déterminées, ne peut être considéré comme étant relatif à « l'autorégulation de l'autorité fédérale ».

Il conviendra donc de soumettre le projet d'arrêté à l'analyse d'impact requise par la loi précitée du 15 décembre 2013.

EXAMEN DU PROJET

1. Le projet d'arrêté tend à modifier l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales'.

Comme l'indique son préambule, l'arrêté royal précité du 21 décembre 2013 trouve son fondement légal dans l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 24 juin 2013 'relative aux sanctions administratives communales'.

Le champ d'application des habilitations que cette dernière disposition donne au Roi en vue de fixer des conditions telles que celles prescrites par l'arrêté royal précité du 21 décembre 2013 est limité à deux catégories de personnes susceptibles d'être désignées pour constater des infractions pouvant faire l'objet de sanctions administratives communales : d'une part les agents communaux désignés à cette fin par le conseil communal, visés à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 24 juin 2013 et, d'autre part, les fonctionnaires provinciaux ou régionaux et les membres du personnel des coopérations intercommunales et régies communales autonomes qui dans le cadre de leurs compétences sont désignés à cette fin par le conseil communal, visés à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi précitée du 24 juin 2013.

En étendant le champ d'application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 aux personnes mentionnées à l'article 21, § 4, 4^o ¹, de la loi du 24 juin 2013, c'est-à-dire aux membres du personnel de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, visée à l'article 25 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 'portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale', qui sont dans le cadre de leur compétence désignés à cette fin par le conseil communal, l'article 1^{er} du projet d'arrêté excède les limites des habilitations que l'article 21, § 1^{er}, de la loi précitée du 24 juin 2013 donne au Roi en vue de régler les matières couvertes par l'arrêté royal précité du 21 décembre 2013.

Par ailleurs, l'article 2 du projet d'arrêté tend à remplacer, dans l'article 2, § 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 2013, les mots « les constatateurs communaux qui constatent les infractions visées à l'article 3, 3^o, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales » par les mots « les constatateurs visés à l'article 21, § 4, 2^o à 4^o ², de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ». En tant qu'il fait état des personnes visées au 2^o et au 3^o de l'article 21, § 4, de la loi du 24 juin 2013, c'est-à-dire des agents communaux visés à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de la même loi et des membres du personnel des régies communales autonomes dont les activités sont limitées à la constatation des infractions dépenalisées en matière de stationnement ainsi qu'aux infractions visées à l'article 3, 3^o, et qui sont dans le cadre de leur compétence désignés à cette fin par le conseil communal, le texte en projet ne s'expose pas à critique puisque les personnes citées, qui entrent dans les prévisions, respectivement, du 1^o et du 2^o de l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 24 juin 2013, font partie de celles pour lesquelles l'article 21, § 1^{er}, confère au Roi des habilitations Lui permettant de régler les matières couvertes par l'arrêté royal du 21 décembre 2013. Par contre, il n'en va pas de même de la mention des personnes visées au 4^o de l'article 21, § 4, de la loi précitée du 24 juin 2013, dès lors que, comme indiqué ci-dessus, elles ne sont pas concernées par les habilitations dont dispose le Roi en vertu de l'article 21, § 1^{er}, de la loi précitée du 24 juin 2013.

¹ Et non pas « l'article 21, § 4, alinéa 1^{er}, 4^o », comme l'indique erronément le projet d'arrêté.

² Et non pas « l'article 21, § 4, alinéa 1^{er}, 2^o à 4^o », comme l'indique erronément le projet d'arrêté.

Il convient d'ajouter que l'article 21, § 4, de la loi du 24 juin 2013, que cite expressément l'alinéa 2 du préambule, n'attribue pas davantage au Roi le pouvoir d'inclure les personnes visées par le 4° de cette disposition dans le champ d'application de l'arrêté royal précité du 21 décembre 2013.

L'article 108 de la Constitution, également cité au préambule, ne peut pas non plus être invoqué pour procurer un fondement à ce pouvoir. En effet, si cette disposition, qui charge le Roi de faire les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, Lui donne le pouvoir de dégager du principe et de l'économie générale d'un texte de nature législative les conséquences qui en découlent naturellement d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'il poursuit, elle ne L'autorise nullement à étendre la portée de ce texte, à le compléter ou à le modifier, ou encore à en combler les éventuelles lacunes³. Or, telle est la portée du projet d'arrêté, en tant qu'il inclut les personnes visées par l'article 21, § 4, 4°, de la loi précitée du 24 juin 2013 dans le champ d'application de l'arrêté royal précité du 21 décembre 2013.

En conséquence :

a) dans le préambule, on omettra l'alinéa 1^{er}, ainsi que, dans l'alinéa 2, la mention de l'article 21, § 4, de la loi du 24 juin 2013 ;

b) l'article 1^{er} sera omis ;

c) dans l'article 2, les mots « l'article 21, § 4, alinéa 1^{er}, 2° à 4° » seront remplacés par les mots « l'article 21, § 4, 2° et 3° ».

2. Interrogée sur la portée exacte de l'article 4, la fonctionnaire déléguée a exposé ce qui suit :

« La mesure transitoire est insérée pour éviter que les personnes qui avaient suivi la formation avant l'entrée en vigueur de l'Arrêté royal du 21 décembre 2013 (ou ont commencé à la suivre) mais qui n'étaient pas encore désignées en qualité de constatateurs avant le 01/01/2014 [doivent] à nouveau suivre intégralement la nouvelle formation. De tels problèmes nous ont en effet été signalés par différents organismes de formation et communes.

Dans la pratique, des problèmes se sont en effet posés avec des constatateurs qui soit avaient suivi la formation mais qui n'étaient pas encore désignés au 01/01/2014, soit avec des constatateurs qui étaient encore occupés à suivre la formation le 01/01/2014 et qui seraient donc désignés après le 01/01/2014. Tel que l'article 4 de l'Arrêté royal du 21/12/2013 est libellé, cela signifie que ces personnes devraient à nouveau suivre la formation étant donné qu'ils n'ont pas été désignés au 01/01/2014 par le conseil communal et ce, même s'ils avaient suivi « l'ancienne » formation (ou étaient encore occupés à la suivre).

³ Sur la portée et les limites du pouvoir réglementaire général d'exécution des lois que l'article 108 de la Constitution reconnaît au Roi, lire Cass., 18 novembre 1924, *Pas.*, 1925, I, p. 25 ; 23 septembre 1993, *Pas.*, 1993, I, p. 744 ; les conclusions du procureur général W.J. GANSHOF VAN DER MEERSCH avant Cass., 17 mai 1963, *J.T.*, 1963, p. 589 ; M. LEROY, *Les règlements et leurs juges*, Bruylant, 1987, n° 16.

Dans la note au Conseil des ministres, cette modification de la mesure transitoire a été motivée comme suit :

‘Afin de répondre à une demande du terrain, ce projet a également pour objet d’élargir les mesures transitoires prévues par l’arrêté royal du 21 décembre 2013. Alors que dans l’état actuel du texte, seuls les agents constatateurs désignés avant le 1^{er} janvier 2014 peuvent continuer à exercer leur mission et bénéficier d’un délai de deux ans pour suivre la formation (en étant dispensés de l’examen), le projet élargit ces mesures aux personnes qui ont suivi ou commencé à suivre l’ancienne formation (prévue par l’arrêté royal du 5 décembre 2004) avant le 1^{er} janvier 2014. La question se posait en effet de savoir s’il devenait impossible de désigner ces personnes pour exercer cette fonction alors qu’ils répondaient aux conditions de l’ancienne réglementation. Dans un souci de continuité du service public et pour faciliter l’organisation et la mise en place du nouveau système par les communes, il est proposé de permettre la désignation de ces personnes et l’exercice des missions de constatateurs par celles-ci dans les mêmes conditions que les personnes désignées avant le 1^{er} janvier 2014’ ».

En tenant compte de ces explications, l’article 4 appelle les observations suivantes :

a) La disposition à l’examen doit être complétée pour faire expressément apparaître que, comme indiqué dans les explications ci-dessus, les personnes à qui elle s’applique peuvent être désignées pour exercer les missions prévues à l’article 21 de la loi précitée du 24 juin 2013.

b) En ce qui concerne les personnes qui ont commencé à suivre, sans encore l’avoir achevée, la formation prévue à l’article 2 de l’arrêté royal du 5 décembre 2004 ‘fixant les conditions minimales auxquelles doivent répondre les agents communaux tels que définis par l’article 119bis, § 6, alinéa 2, 1^o, de la nouvelle loi communale’, ne convient-il pas de fixer un délai dans lequel il leur incombe, pour bénéficier de la disposition en projet, d’achever ladite formation ?

c) En bonne logique et pour éviter toute atteinte aux principes constitutionnels d’égalité et de non-discrimination, la modification qu’il est envisagé d’apporter au paragraphe 1^{er} de l’article 4 de l’arrêté royal du 21 décembre 2013 implique que le paragraphe 2 du même article soit aussi modifié de manière à pouvoir s’appliquer également aux personnes visées par la disposition en projet.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Krachtens artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ moet het ontwerpbesluit worden onderworpen aan een impactanalyse.

In het zesde lid van de aanhef wordt evenwel aangegeven dat het ontwerpbesluit is vrijgesteld van een dergelijke analyse vanwege het feit dat het “bepalingen van autoregulering” bevat. De steller van het ontwerpbesluit verwijst aldus naar artikel 8, § 1, 4°, van de voornoemde wet van 15 december 2013, waarbij de ontwerpen van regelgeving ‘houdende autoregulering van de federale overheid’ worden vrijgesteld van de impactanalyse.

Dat standpunt kan niet worden gevolgd. Een tekst die, zoals het ontworpen besluit, betrekking heeft op de voorwaarden die ambtenaren van andere besturen of diensten dan die van de federale overheid moeten vervullen om bepaalde opdrachten te mogen uitoefenen, kan immers niet worden beschouwd als betrekking hebbende op de “autoregulering van de federale overheid”.

Het ontwerpbesluit dient dus te worden onderworpen aan de door de voornoemde wet van 15 december 2013 vereiste impactanalyse.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. Het ontwerpbesluit strekt tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘tot vaststelling van de minimumvoorwaarden inzake selectie, aanwerving, opleiding en bevoegdheid van de ambtenaren en personeelsleden die bevoegd zijn tot vaststelling van inbreuken die aanleiding kunnen geven tot de oplegging van een gemeentelijke administratieve sanctie’.

Zoals aangegeven in de aanhef heeft het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2013 als rechtsgrond artikel 21, § 1, van de wet van 24 juni 2013 ‘betreffende de gemeentelijke administratieve sancties’.

Het toepassingsgebied van de bevoegdheden die bij die laatste bepaling worden toegekend aan de Koning met het oog op de vaststelling van de voorwaarden zoals die welke worden voorgeschreven door het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2013, is beperkt tot twee categorieën van personen die kunnen worden aangesteld om inbreuken vast te stellen die aanleiding kunnen geven tot het opleggen van gemeentelijke administratieve sancties: enerzijds de gemeenteambtenaren die daartoe zijn aangewezen door de gemeenteraad, zoals bedoeld in artikel 21, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 24 juni 2013, en anderzijds de provinciale of gewestelijke ambtenaren en de personeelsleden van de intergemeentelijke samenwerkingsverbanden en autonome gemeentebedrijven die hiertoe binnen het raam van hun bevoegdheden door de gemeenteraad worden aangewezen, zoals bedoeld in artikel 21, § 1, eerste lid, 2°, van de voornoemde wet van 24 juni 2013.

Door het toepassingsgebied van artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 te verruimen tot de personen die worden vermeld in artikel 21, § 4, 4°, ¹ van de wet van 24 juni 2013, te weten de personeelsleden van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap als bedoeld in artikel 25 van de ordonnantie van 22 januari 2009 ‘houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap’, en die in het kader van hun bevoegdheid daartoe door de gemeenteraad zijn aangesteld, overschrijdt artikel 1 van het ontwerpbesluit de grenzen van de bevoegdheden die bij artikel 21, § 1, van de voornoemde wet van 24 juni 2013 aan de Koning worden toegekend met het oog op het regelen van de materies die vallen onder het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2013.

Daarenboven strekt artikel 2 van het ontwerpbesluit tot de vervanging, in artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit van 21 december 2013, van de woorden “de gemeentelijke vaststellers die de overtredingen, bedoeld in artikel 3, 3°, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties vaststellen” door de woorden “de vaststellers bedoeld in artikel 21, § 4, 2° tot 4°, van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties”. In zoverre de ontworpen tekst gewag maakt van de personen bedoeld in de bepalingen onder 2° en 3° van artikel 21, § 4, van de wet van 24 juni 2013, te weten de in artikel 21, § 1, eerste lid, 1°, van dezelfde wet bedoelde gemeenteambtenaren en de personeelsleden van de autonome gemeentebedrijven wier activiteiten beperkt zijn tot het vaststellen van de gedepenaliseerde parkeerovertredingen, alsook tot de in artikel 3, 3°, bedoelde

¹ En niet “artikel 21, § 4, eerste lid, 2° tot 4°” zoals verkeerdelijk aangegeven in het ontwerpbesluit.

inbreuken, en die in het kader van hun bevoegdheid daartoe door de gemeenteraad zijn aangesteld, levert hij geen bezwaar op aangezien de vermelde personen, die vallen onder de regeling van respectievelijk onderdeel 1° en onderdeel 2° van artikel 21, § 1, eerste lid, van de voornoemde wet van 24 juni 2013, behoren tot de personen voor wie bij artikel 21, § 1, aan de Koning bevoegdheden worden toegekend die het Hem mogelijk maken de materies te regelen die vallen onder het koninklijk besluit van 21 december 2013. Dat is echter niet het geval met de vermelding van de personen bedoeld in de bepaling onder 4° van artikel 21, § 4, van de voornoemde wet van 24 juni 2013, aangezien, zoals hoger aangegeven, zij niet vallen onder de bevoegdheden waarover de Koning krachtens artikel 21, § 1, van de voornoemde wet van 24 juni 2013 beschikt.

Daarbij komt dat artikel 21, § 4, van de wet van 24 juni 2013, dat uitdrukkelijk wordt vermeld in het tweede lid van de aanhef, evenmin aan de Koning de bevoegdheid toekent om de personen bedoeld in onderdeel 4° van die bepaling op te nemen in het toepassingsgebied van het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2013.

Artikel 108 van de Grondwet, dat eveneens wordt vermeld in de aanhef, kan ook niet worden aangevoerd als rechtsgrond van die machtiging. Hoewel die bepaling, die de Koning opdraagt de verordeningen te maken en de besluiten te nemen die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, Hem de bevoegdheid verleent om uit het beginsel van de wet en haar algemene economie de gevolgtrekkingen af te leiden die daaruit op natuurlijke wijze voortvloeien volgens de geest die aan de opvatting van de wet ten grondslag heeft gelegen en volgens de doelstellingen die zij nastreeft, machtigt die bepaling Hem immers geenszins de draagwijdte van die wet te verruimen, die wet aan te vullen of te wijzigen of nog om de eventuele leemten ervan op te vullen.² Zulks is nochtans de strekking van het ontwerpbesluit, in zoverre het ook de personen bedoeld in artikel 21, § 4, 4°, van de voornoemde wet van 24 juni 2013 opneemt in het toepassingsgebied van het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2013.

Daaruit volgt dat :

a) in de aanhef het eerste lid dient te worden weggelaten, alsmede, in het tweede lid, de vermelding van artikel 21, § 4, van de wet van 24 juni 2013;

b) artikel 1 dient te worden weggelaten;

c) in artikel 2, de woorden “artikel 21, § 4, eerste lid, 2° tot 4°” dienen te worden vervangen door de woorden “artikel 21, § 4, 2° en 3°”.

² Over de strekking en de beperkingen van de algemene verordeningbevoegdheid inzake tenuitvoerlegging van wetten, die artikel 108 van de Grondwet aan de Koning toekent, zie Cass., 18 november 1924, *Pas.*, 1925, I, p. 25; 23 september 1993, Arr. Cass., 1993, 751; de conclusie van procureur-generaal W.J. GANSHOF VAN DER MEERSCH voor Cass., 17 mei 1963, *JT*, 1963, blz. 589; M. LEROY, *Les règlements et leurs juges*, Bruylant, 1987, nr. 16.

2. Op de vraag naar de exacte strekking van artikel 4, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“La mesure transitoire est insérée pour éviter que les personnes qui avaient suivi la formation avant l’entrée en vigueur de l’Arrêté royal du 21 décembre 2013 (ou ont commencé à la suivre) mais qui n’étaient pas encore désignées en qualité de constatateurs avant le 01/01/2014 [doivent] à nouveau suivre intégralement la nouvelle formation. De tels problèmes nous ont en effet été signalés par différents organismes de formation et communes.

Dans la pratique, des problèmes se sont en effet posés avec des constatateurs qui soit avaient suivi la formation mais qui n’étaient pas encore désignés au 01/01/2014, soit avec des constatateurs qui étaient encore occupés à suivre la formation le 01/01/2014 et qui seraient donc désignés après le 01/01/2014. Tel que l’article 4 de l’Arrêté royal du 21/12/2013 est libellé, cela signifie que ces personnes devraient à nouveau suivre la formation étant donné qu’ils n’ont pas été désignés au 01/01/2014 par le conseil communal et ce, même s’ils avaient suivi “l’ancienne” formation (ou étaient encore occupés à la suivre).

Dans la note au Conseil des ministres, cette modification de la mesure transitoire a été motivée comme suit :

‘Afin de répondre à une demande van terrain, ce projet a également pour objet d’élargir les mesures transitoires prévues par l’arrêté royal van 21 décembre 2013. Alors que dans l’état actuel van texte, seuls les agents constatateurs désignés avant le 1^{er} janvier 2014 peuvent continuer à exercer leur mission et bénéficier d’un délai de deux ans pour suivre la formation (en étant dispensés de l’examen), le projet élargit ces mesures aux personnes qui ont suivi ou commencé à suivre l’ancienne formation (prévues par l’arrêté royal van 5 décembre 2004) avant le 1^{er} janvier 2014. La question se posait en effet de savoir s’il devenait impossible de désigner ces personnes pour exercer cette fonction alors qu’ils répondaient aux conditions de l’ancienne réglementation. Dans un souci de continuité van service public et pour faciliter l’organisation et la mise en place van nouveau système par les communes, il est proposé de permettre la désignation de ces personnes et l’exercice des missions de constatateurs par celles-ci dans les mêmes conditions que les personnes désignées avant le 1^{er} janvier 2014’ ”.

Gelet op die uitleg geeft artikel 4 aanleiding tot de volgende opmerkingen:

a) De voorliggende bepaling dient te worden aangevuld zodat daar uitdrukkelijk uit blijkt dat, zoals aangegeven in de uitleg hierboven, de personen op wie ze van toepassing is, kunnen worden aangewezen om de in artikel 21 van de voornoemde wet van 24 juni 2013 beschreven opdrachten uit te voeren.

b) Wat betreft de personen die de opleiding bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 december 2004 ‘houdende vaststelling van de minimumvoorwaarden waaraan de gemeentambtenaren moeten voldoen, zoals bepaald in artikel 119bis, § 6, tweede lid, 1° van de nieuwe gemeentewet’ zijn begonnen maar nog niet hebben voltooid, rijst de vraag of geen termijn dient te worden vastgesteld waarbinnen zij, om onder de ontworpen bepaling te kunnen vallen, die opleiding dienen te voltooien.

c) Ter wille van de logica en om elke schending van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie te vermijden, impliceert de beoogde wijziging van paragraaf 1 van artikel 4 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 dat ook paragraaf 2 van hetzelfde artikel wordt gewijzigd zodat hij eveneens toepassing vindt op de personen bedoeld in de ontworpen bepaling.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT